

ECONOMIE 10 EME ANNEE (COURS)

INTRODUCTION :

L'**économie** a longtemps à se constituer en tant que **science** : certes les penseurs grecs parlent bien d' « économie » mais en un sens très différent du nôtre.

Du grec **Oikos** = **maison** et **Nomos** = **ordre, principe, règle, loi**. L'économie est donc conçue comme l'administration de la maison.

Il faut dire que les **structures sociales** sont fort différentes des nôtres ; les **rappports marchands** sont beaucoup moins développés, les **entreprises** sont à quelques exceptions près de dimension tout à fait artisanale ; beaucoup de **prestations** sont de type **obligatoires** et ne nécessitent pas le passage par un marché où se rencontreraient des **acheteurs** et des **vendeurs**.

Dans l'atmosphère chrétienne du **Moyen-Age**, l'**intérêt**, assimilé à l'**usure**, est condamné par les **théologiens** qui se préoccupent de la recherche d'un « **juste prix** », de la **justice** dans les **échanges**.

A la **Renaissance**, la richesse apparaît comme nécessaire au **développement** du **pouvoir** du **prince**, du **souverain**.

Le premier « Traité d'Economie Politique », élaboré en **1616** par **A. Montchrestien** est représentatif de l'école « **mercantiliste** ».

A la fin du **XVIIIe siècle**, chez les **physiocrates** apparaît l'idée d'un « **ordre naturel** » ; il faut découvrir les **lois naturelles** qui gouvernent toute **société**.

Du même coup se développent les **premières tendances libérales** qui vont triompher au début du **XIXe siècle** ; **A. Smith, Malthus, D. Ricardo, J. B. Say** fondent l'**Economie Politique Classique**.

Ensuite **Marx**, qui se situe à la fois en liaison et en rupture avec l'économie politique classique. Vinrent ensuite les **néo-classique, J. M. Keynes** (...).

I- Définition et Objet de l'économie :

1- Définition :

L'**économie** est l'ensemble des **rappports de production** qui s'établissent entre les **hommes** au cours de la **production**, de l'**échange**, de la **répartition** et de la **consommation** des **biens matériels**.

2- Objet :

L'économie a pour objet :

A- La production :

Processus de la **transformation active** de la **nature** par les hommes afin de créer des biens matériels indispensables à leur **existence** : **nourriture, vêtement, logement**, etc.

B- La consommation :

Il convient de distinguer la **consommation intermédiaire** de la **consommation finale**.

a- La consommation intermédiaire représente la valeur des biens (autres que les biens de capital fixe) et des services marchands consommés au cours de la période dans le processus courant de production.

Il s'agit d'une consommation intermédiaire en ce sens qu'il y a disparition complète des biens en question, soit par incorporation dans des produits plus élaborés (c'est le cas des matières premières qui sont transformées au cours du processus de production), soit par destruction (fuel utilisé pour faire tourner les machines).

b- La consommation finale représente la valeur des biens et des services utilisés pour la satisfaction directe des besoins humains, besoins individuels ou collectifs : elle est le fait des ménages et des administrations, tant publiques que privées.

La consommation finale des ménages concerne en quasi-totalité des biens et des services marchands (dans leur consommation de services non marchands figurent les services domestiques fournis par le personnel salarié qu'ils emploient), y compris les biens durables (automobiles, équipements ménagers).

II- Les Approches :

1- L'Analyse en termes de flux :

La comptabilité patrimoniale s'attache à l'évaluation des éléments de la situation d'un agent économique à un moment donné, la **vue instantanée**, la « **photocopie** » de la situation de cette unité économique à une date déterminée est résumée dans le bilan : celui-ci constitue un relevé complet de tous les avoirs et dettes d'une unité économique ; il indique l'état à un moment donné de ce que possède et de ce que doit celle-ci.

Le tableau est établi sous forme de deux volets : l'**actif** (l'ensemble de ce que l'unité économique possède : **immobilisations, marchandises en stock, créances**) et le **passif** (**l'ensemble des dettes**) ; le solde qui exprime l'excédent d'un des deux côtés sur l'autre (des avoirs sur les dettes par exemple) est inscrit de l'autre côté ; ainsi, par construction, le total de l'actif est égal au total du passif.

La comptabilité nationale se situe dans une perspective différente : l'accent est mis sur les opérations effectuées au cours d'une période sur les flux (et c'est évidemment à ce niveau que l'on retrouve la filiation avec l'analyse keynésienne) : flux de consommation, d'investissement, de pension, de revenu, d'exportation, d'importation...

Un **flux** mesure une grandeur économique appréhendée dans un cadre temporel déterminé, au cours d'une période : il s'agit d'une quantité produite ou consommée sur un laps de temps déterminé ; d'une série d'actes de même nature (consommation, épargne, etc.) répétés sur la période considérée, l'année par exemple, on tire la valeur totale des opérations sur cette période : versements de **salaires**, achats de **voitures** ou d'**obligations**.

Ainsi, les flux renvoient à des durées, à des périodes plus ou moins longues, alors que les **stocks** sont évalués à un instant donné.

L'analyse en termes de flux permet de connaître les variations de stocks. Pour préciser ceci, on va raisonner sur l'articulation entre flux (d'investissement, d'une part, de consommation de capital, d'autre part) et stock (de capital fixe).

2- L'Analyse en termes monétaires :

La comptabilité nationale privilégie les relations entre les agents, entre unités économiques regroupées en catégories, en classes ou groupes au comportement homogène.

Ce sont donc les flux d'échanges entre agents qui sont répertoriés, recensés, évalués. Naturellement, ces flux sont en général bilatéraux en ce sens qu'il n'y a circulation de monnaie, flux monnaie que s'il y a eu en contre-partie circulations de biens réels ou de facteurs de production : ainsi de ce schéma ultra simple ci-dessous, les ménages remettent de la monnaie aux entreprises en échanges des biens

et services qu'ils ont achetés : les entreprises versent des rémunérations monétaires aux ménages en contre-partie 1 des services rendus par ces derniers (fourniture de leur force de travail, rémunération des prêts effectués).

La comptabilité nationale ne saisit pas directement la circulation, le mouvement propre aux biens et services ; elle ne saisit que les flux monétaires 2.

Les mouvements réels de l'activité ne font donc pas l'objet d'une saisie directe ; ils doivent être reconstitués puisque ce qui est saisi par la comptabilité nationale ce sont des mouvements en valeur, c'est-à-dire des quantités multipliées par des prix. Or, d'une date à l'autre, d'une année à l'autre se modifient à la fois les prix et les quantités ; il est essentiel de remarquer que lorsqu'il n'y a pas seulement hausse du niveau général des prix, mais de formation de leur structure ; de la même façon, il est bien connu que la croissance se traduit par une déformation de la structure des productions. D'où la nécessité de distinguer entre évolution (et indice) de valeur, de volume et de prix.

III- Les Théories économiques :

1- Le Mercantilisme :

Pour les mercantilistes, l'**Etat** accroît sa force, sa puissance, en favorisant l'enrichissement des citoyens.

La **prospérité** du **commerce** d'une **nation** est, en effet, étroitement liée à l'**expansion** de la **puissance politique** du souverain et au succès de ses **campagnes militaires**, sur terre et sur mer.

C'est bien l'activité proprement commerciale qu'il importe de développer, la supériorité du commerce sur l'**industrie** découlant tout simplement de ce que le commerce est le but principal des différentes activités, et leur **débouché** principal.

Les mercantilistes chercheront à favoriser le développement des **populations**, mais aussi celui de la **masse monétaire**, en **quantité** et en **qualité** ; la richesse d'une nation est liée à la possession d'une grande abondance de **monnaie**, de **métaux précieux**.

2- La Physiocratie :

La théorie physiocratique est l'œuvre, dans les **années 1760**, d'économistes français dont le chef de file est le docteur **François Quesnay (1694-1774)**, auteur du « **Tableau Economique** » (1758) et d'un certain nombre d'articles importants (dont l'article « **Grains** » dans l'**Encyclopédie**).

Quesnay rejoint très largement les vues de **Boisguillebert** et s'élève contre une politique qui délaisse l'agriculture pour ne songer qu'à stimuler l'industrie et le commerce ; c'est cette politique qui laisse s'effondrer les **prix** des produits agricoles en interdisant la **libre circulation** des **grains** ; c'est cela qui est la cause de la **misère** des paysans et de la **stagnation** de l'**agriculture**.

C'est dans la mesure où l'agriculture dispose d'un **fonds** en argent lui permettant d'acheter des **moyens de productions (fumier, animaux de trait, instruments de culture)** que le **revenu** tiré de la terre cultivée sera plus important ; d'où l'idée d'«**avances**» de fonds qu'il est nécessaire d'avancer, d'immobiliser avant d'en tirer un revenu accru.

On est dans une **logique de circuit** : le niveau élevé des **profits** et des **rentes**, et donc de la **dépense** permettra d'augmenter le **capital investi** dans l'agriculture, ce qui assurera la **prospérité** générale.

3- L'Economie - Politique :

La **politique** (du grec **politikos** = de la **cité**, **art** et pratique du gouvernement de l'**Etat**), activité liée aux rapports entre **classes, nations** et autres groupes sociaux, fondée sur la **conquête**, la **conservation** et l'**utilisation** du **pouvoir** d'**Etat**.

Les idées politiques et les **institutions** correspondantes sont une **superstructure** de la base économique.

Pour que la politique soit une force transformatrice, elle doit traduire correctement les **besoins** du **développement** de la vie matérielle de la **société**. La politique exprime sous une forme concentrée l'économie qui, en dernier **analyse**, la détermine, mais en même temps la politique exerce une puissante action en retour sur celle-ci. La lutte politique a pour enjeu, principalement les **intérêts** économiques de classes. L'Etat est l'instrument essentiel de cette lutte ; il sert à assurer la domination économique durable d'une classe. Les conditions nécessaires de cette domination sont la conquête et le maintien du pouvoir politique.

4- L'Economie Politique classique :

Le terme d'« **économie politique classique** » a été forgé par **Marx** pour désigner, par opposition à l'« **économie vulgaire** » qui se contente des « **apparences** ».

Certes la « **Richesse des Nations** » d'**Adam Smith (1776)** qui représente le premier exposé systématique de la connaissance économique constitue, avant les « **Principes de l'économie politique et de l'impôt** » de **David Ricardo (1817)** une référence obligatoire. Ricardo et ses prédécesseurs, c'est-à-dire les auteurs dont l'économie ricardienne a été le point culminant : une

vision de la **société** en terme de **classes sociales**, le **concept** de **valeur-travail**, l'accent mis sur la **répartition** du **produit social** entre les classes qui concourent à sa formation.

Il s'agit ici, sans les confondre : **A. Smith (1723-1790)**, **David Ricardo (1772-1823)**, **J. B. Say (1767-1832)**, **Tomas Malthus (1766-1834)** dont les œuvres s'étalent sur près d'un **demi-siècle** et marquent profondément successeurs et critiques, **Marx** en particulier.

5- L'Economie Politique néo-classique :

L'apparition et le développement des **néo-classiques** à partir de **1870**, du fait de la continuité proclamée, notamment par **Keynes**, entre classiques et néo-classiques.

Il y a cependant un certain nombre de préoccupations communes, notamment la **théorie de la valeur**, la **formation des prix**, les **possibilités de crises** dans le système capitaliste et le devenir général, l'**évolution à long terme** de ce dernier.

Les analyses portent sur un monde économique en pleine transformation, en **mutation** profonde ; c'est ce contexte évidemment important qu'il apparaît souhaitable d'attirer en premier lieu l'attention.

IV- La famille :

*Cellule de la **société**(petit groupe social), forme essentielle d'organisation de la **vie personnelle**, qui repose sur l'**union conjugale** et les **liens parentaux**, autrement dit, sur les **relations** multiples entre **mari** et **femme**, entre parents et enfants, **frères** et **sœurs**, ainsi que d'autres familiers vivant ensemble et partageant les occupations domestiques communes.*

*La vie d'une famille se caractérise par différents processus **matériels (biologiques, économiques)** et **spirituels (moraux, juridiques, psychologiques, esthétiques)**. Le rôle social de la famille est déterminé par sa participation directe à la **reproduction** de l'**homme** même, à la prolongation de l'**espèce humaine**. La famille est une **catégorie** historique. Ses formes et **fonctions** sont conditionnées par la nature des rapports de production en place, des rapports sociaux en général, ainsi que par le degré de **développement** culturel de la société.*

*En retour, la famille exerce une action sur la vie sociale **natalité, mortalité**, enracinement social des enfants et adolescents, **travail domestique**, impact sur l'essor **physique, intellectuel, moral** et esthétique de ses membres).*

V- Les Besoins :

Au niveau le plus élémentaire, **sentiment de manque** ou de **privation**. Différents types : **besoins primaires** ou **naturels** (qui permettent à un individu ou à un **ménage** de **subsister**) et **besoins secondaires** (dont la satisfaction apparaît **superflue**).

Les besoins naturels, tels que **nourriture, vêtement, chauffage, habitation**, etc., diffèrent suivant le **climat** et autres particularités physiques du pays.

D'un autre côté le nombre même de soi-disant besoins naturels, aussi bien que le mode de les satisfaire, est u **produit historique**, et dépend ainsi, en grande partie, du degré de **civilisation** atteint.

Les origines de la classe salariée dans chaque pays, le milieu historique où elle s'est formée, continuent longtemps à exercer la plus grande influence sur les **habitudes**, les **exigences** et par contre-coup les besoins qu'elle apporte dans la vie.

La **force de travail** renferme donc, au point de vue de la **valeur**, un élément **moral** et historique ; ce qui la distingue des autres **marchandises**. Mais pour un pays et une époque donnée, la mesure nécessaire des moyens de subsistance est aussi donnée.

VI- Les Biens et Services :

1- Les Biens :

Ce sont les **équipements matériels** : **automobiles, motos, machines à laver, lave-vaisselles, téléviseurs, armoires, tables, chaises, nourriture, vêtements**, etc.

2- Les Services :

Ils sont pour la plupart immatériels : **eau, électricité, téléphonie, transport, voyage, éducation, santé, logement, loisirs, ménagère, vacances**, etc.

VII- Les Agents économiques

Les **sept secteurs institutionnels** de l'économie sont :

1- Les Sociétés et Quasi-sociétés non financières (SQSNF)

Il s'agit du regroupement d'unités institutionnelles qui ont pour fonction principale de produire des biens et des services marchands non financiers et qui ont pour ressources principales le produit de leurs ventes (celles-ci doivent représenter au moins **50%** de leurs ressources).

La forme sociétaire est importante : les formes juridiques peuvent être variées : sociétés anonymes, sociétés à responsabilité limitée, société en nom collectif..., les sociétés se caractérisent par le fait qu'elles ont une personnalité morale distincte, autonome.

Les entreprises individuelles qui n'ont pas de personnalité distincte de celle de l'entrepreneur individuel sont donc exclues de ce secteur institutionnel; leur activité apparaîtra dans le secteur des ménages, des agriculteurs, des petits artisans, des commerçants, professions libérales, petits industriels...

2- Les Institutions de crédits :

Ce secteur regroupe les unités institutionnelles dont la fonction principale est de financer, c'est-à-dire de collecter, transformer et répartir les disponibilités financières.

Le rôle des institutions de crédit est de mettre en rapport les agents ayant des besoins de financement, à la recherche de fonds avec ceux ayant des capacités de financement, et recherchant des placements.

Une distinction est opérée en deux sous-secteurs : les institutions de crédit monétaire se caractérisent par le pouvoir de créer de la monnaie et les institutions de crédit non monétaire ne créent pas de monnaie.

3- Les Entreprises d'assurance :

Les entreprises regroupées dans ce secteur ont la caractéristique commune de garantir le paiement d'une indemnité en cas de réalisation d'un risque, transformant ainsi des risques individuels en risques collectifs.

Les ressources sont constituées par des primes ou des cotisations volontairement consenties par l'assuré (ce qui le distingue des cotisations de sécurité sociale).

Les objets des contrats peuvent être très variés : assurance **auto** ou **moto**, **assurance-vie**, **décès**, **assurance grêle**, **incendie**, **vol...**

4- Les Administrations publiques :

Il s'agit du regroupement d'unités caractérisées par une double fonction principale : produire des services non marchands destinés à l'ensemble de la collectivité d'une part, effectuer des opérations de redistribution du revenu ou de la richesse, d'autre part.

Les ressources sont principalement constituées par des prélèvements **obligatoires** : **impôts**, **cotisations sociales**. Ce secteur est décomposé en **trois sous-secteurs** :

-**les administrations publiques centrales** regroupent les services de l'Etat et des organismes sous sa dépendance directe (CNRS, Lycée, ANPE, Ministères...).

-**les administrations publiques locales** (collectivités locales) ;

-**les administrations de sécurité sociale** qui ont pour fonction de répartir des prestations à partir des cotisations sociales obligatoires prélevés sur les assujettis.

5- Les Administrations privées :

Ce sont des organismes privés sans but lucratif dont la fonction principale est de fournir des services non marchands ou marchands.

Leurs ressources proviennent pour l'essentiel de contributions volontaires. Ce secteur regroupe des unités très diverses : **organisations culturelles** et **communautés religieuses**, **partis politiques** et **syndicats**, **Croix-Rouge** et **associations diverses** de joueurs, de **pêcheurs**, etc.

6- Les Ménages :

La fonction principale des unités appartenant à ce secteur est de consommer et éventuellement, en tant qu'entrepreneurs individuels, de produire de biens et services marchands non financiers.

Les ressources des ménages proviennent d'une part de la rémunération des facteurs de production (travail, capital, terre) ; il s'agit de salaires, d'intérêts de dividendes de loyers ; mais une bonne partie des transferts versés par d'autres secteurs (prestations sociales par exemple) ; enfin une troisième partie provient des ventes de biens et services opérées par les ménages en tant qu'entrepreneurs individuels.

A l'intérieur de ce secteur, on distingue les ménages ordinaires : ensemble des personnes vivant dans un logement séparé ou indépendant (**une personne vivant seule constitue un ménage**) des ménages collectifs qui regroupent la **population des collectivités : internats, casernes, asiles, prisons, couvents...**

7- Le Reste du monde :

Ceci n'est pas un véritable secteur institutionnel car il ne rend compte de l'activité des unités non résidentes que dans la mesure où elles sont entrées en relation avec des unités résidentes.

Il est décomposé selon la localisation géographique en départements et territoires d'outre-mer, pays de la zone franc et étranger, avec une sous-distinction en pays de la Communauté Economique et étranger.

VIII- Les Secteurs d'activité et les Branches :

On partage traditionnellement les activités en **trois grands secteurs :**

- 1- Primaire : agriculture, pêche, chasse, forêt.**
- 2- Secondaire : mines, industrie.**
- 3- Tertiaire : transports, commerce, services, administration (...).**

IX- La Population active :

Selon les **conventions** adoptées depuis le **recensement** de **1954**, la population active comprend les personnes qui déclarent exercer, ou cherchent à exercer, une **activité professionnelle** rémunérée, c'est-à-dire une activité qui concourt à la **production** de **biens** ou de **services marchands** ou **non marchands**, ou à leur **répartition**. Mais en sont exclus les **étudiants**, **militaires**, **clergé**, **retraités**, **ménagères** qui ne créent pas de **richesses**.

Tableau. Décomposition de la population suivant la catégorie socioprofessionnelle

	1954 (1) milliers	1975 (2) milliers	1990 0/0
1. Salariés agricoles			
2. Industriels			
3. Artisans			
4. Gros commerçants			
5. Petits commerçants			
6. Professeurs, enseignants			
7. Ingénieurs			
8. Cadres administratifs supérieurs			
9. Services médicaux et sociaux			
10. Techniciens			
11. Cadres administratifs moyens			
12. Employés de bureau			
13. Employés de commerce			
14. Contremaitres			
15. Ouvriers qualifiés			
16. Ouvriers spécialisés			
17. Mineurs			
18. Marins pêcheurs			
19. Apprentis ouvriers			
20. Manœuvres			
21. Ouvriers			
22. Gens de maison			
23. Femmes de ménage			
24. Artistes			
25. Clergé			
26. Armée, Police			
Autres...			

Source : INSEE, « Tableaux de l'économie française », 1980.

X- Les Revenus :

Les revenus naissent de la production et sont attribués aux personnes qui participent à cette activité sous forme de : **salaires, bénéfices, loyers, intérêts, dividendes**, etc.

Divers mécanismes interviennent toutefois, pour prélever – avant, pendant ou après – une partie de ce revenu économique et l’attribuer à des personnes différentes ou à la **collectivité** dans son ensemble : sous forme d’**allocations** en argent (**prestations familiales**, etc.). Ainsi, par le canal de la **redistribution**, se constitue le **revenu national**.